



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE

Analyses et Perspectives

Économie Agricole

Juin 2015 N° 1505

Analyse financière des élevages de porcins : le financement de l'activité est tendu à tous les moments de la vie économique des exploitations

Les exploitations spécialisées dans l'élevage de porcins mobilisent de lourds capitaux qu'elles financent majoritairement par endettement. En outre, elles évoluent dans une économie où les cycles des marchés sont très heurtés mais tendanciellement, le retour sur investissement dans le secteur porcine est assez proche de la moyenne des exploitations françaises. Globalement, c'est surtout un taux d'endettement très élevé qui fragilise l'économie des exploitations spécialisées dans l'élevage de porcins. Sur le plan de la gouvernance des exploitations, cette contrainte financière peut induire une limitation des choix stratégiques des éleveurs. Tels sont les enseignements que l'on peut tirer de l'analyse financière des exploitations du secteur porcine que nous allons conduire dans ce document.

En décembre 2013, juillet 2014 et octobre 2014, nous avons publié une analyse financière des exploitations agricoles spécialisées dans le lait, les COP, les bovins viandes. Nous poursuivons ce cycle de publication avec une analyse financière des exploitations spécialisées dans l'élevage de porcins.

Contact : Didier CARAES

L'élevage français de porcins partage désormais le leadership de la production européenne avec l'Allemagne. Cette situation est relativement récente car il y a peine plus de vingt ans, les éleveurs français ne produisaient pas assez pour satisfaire la demande nationale et le recours aux importations était nécessaire. L'élevage français de porcins a donc fait les preuves de son efficacité technique et économique ; il est bon de le rappeler alors qu'il traverse depuis quelques années une situation de crise sévère, source de craintes pour sa pérennité.

Ces craintes sont d'autant plus importantes que les exploitations spécialisées dans l'élevage de porcins sont dans une économie très tendue où l'équilibre ne semble jamais tout à fait atteint, surtout sur le plan financier.

Dans ce document, nous nous proposons justement d'examiner la santé financière des exploitations spécialisées dans l'élevage de porcins en France sur longue période (1995-2012). Sur la base des données comptables collectées par le Ministère de l'Agriculture (Réseau d'Informations Comptables Agricoles - RICA), nous tracerons le profil financier d'une exploitation moyenne spécialisée dans l'élevage porcine, une exploitation fictive dont les valeurs du bilan et du compte d'exploitation sont les moyennes des valeurs observées parmi les 166 exploitations du RICA représentatives des exploitations spécialisées dans l'élevage de porcins. Que peut-on conclure de l'analyse des indicateurs financiers de cette exploitation fictive ? En une phrase : plus que le lourd poids du capital mobilisé par les exploitations, plus que l'instabilité de leurs résultats, c'est le recours structurel à un endettement élevé qui fragilise l'économie financière des exploitations du secteur porcine.

L'élevage de porcins mobilise des capitaux lourds, de plus en plus difficiles à gérer individuellement pour les éleveurs

Sur notre période d'observation, les élevages de porcins se sont considérablement agrandis : en 2012, une exploitation valorisait un cheptel de 460 UGB (Unité de Gros Bovins, y compris le cheptel non porcine mais qui pèse peu dans les exploitations) contre 225 UGB en 1995. L'augmentation du cheptel va de paire avec la progression du matériel et des constructions (et dans une moindre mesure, du foncier) mobilisés par les exploitations. In fine, en moyenne, toutes types d'exploitation confondues (société ou entreprise individuelle), un chef d'exploitation doit gérer des immobilisations d'une valeur de 352 000 € par exploitation en 2012 (cf tableau 2). Aujourd'hui, on a peut-être atteint un seuil, une limite qui obligerait les éleveurs à trouver des solutions de portage de capital auprès d'investisseurs, de fonds d'investissements qui se présentent désormais sur le marché du capital agricole.

Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email : accueil@apca.chambagri.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Siret 180070047 00014
www.chambres-agriculture.fr



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

Avec la participation financière du CasDAR

La rémunération des capitaux investis dans l'élevage de porcins suit les tendances moyennes observées dans l'agriculture française

Les marchés de la viande porcine se structurent sur un cycle de sur-production / sous-production de quatre à cinq ans avec des ruptures de tendance très brutales. L'évolution des revenus des éleveurs est à la mesure de ces variations de grandes ampleurs : sur notre période d'observation, le revenu d'activité moyen des éleveurs peut passer du simple au quadruple ou inversement être divisé par quatre en l'espace d'un an. Compte tenu du volume de capital engagé dans la production, les retours sur investissement (et donc la rentabilité de l'activité) sont toujours incertains. Cependant, au-delà des variations cycliques brutales, on constate qu'à long terme, la rémunération du capital (ratio du revenu/capital) des exploitations du secteur porcine suit tendanciellement la rémunération moyenne du capital dans l'agriculture française (cf graphique 13).

L'endettement des exploitations est problématique

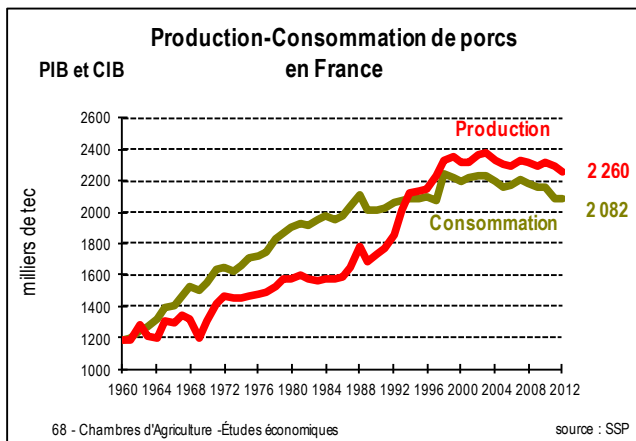
De fait, c'est le financement de l'activité de cette exploitation qui diffère grandement de ce qu'on observe dans les exploitations des autres secteurs d'activité agricole. En effet, le taux d'endettement moyen (total dettes / total passif) de l'exploitation fictive, spécialisée dans l'élevage de porcins, dont nous faisons l'analyse financière, a oscillé entre 60 et 70 % depuis 1995, contre 40 % pour la moyenne des exploitations françaises. Les comptables et autres analystes financiers estiment qu'une exploitation dont le taux d'endettement est supérieur 60% doit être très prudente quant à ses investissements et leurs financements et peut-être même les suspendre. Or les exploitations d'élevage de porcins sont toujours dans cette situation problématique, avec en plus la nécessité d'investir, d'accroître leur cheptel... Cet endettement élevé (et donc d'importantes annuités de remboursement) et cet impératif d'investissement sont des contraintes fortes qui pèsent sur les choix de gestion de court et moyen terme et de stratégie de long terme des chefs d'exploitation et, *in fine*, limitent leur autonomie de gouvernance.

Contexte économique du secteur porcine : une croissance exceptionnelle aujourd'hui

Économie du secteur de la viande porcine : une croissance exceptionnelle depuis vingt ans qui s'essouffle aujourd'hui

L'élevage français de porcins est souvent décrié mais il a réalisé une performance économique de long terme exceptionnelle dans l'agriculture française. En moins d'une décennie (1990-2000), la filière a opéré un renversement complet : en 1990, la production nationale ne couvrait que 85 % de la consommation domestique mais en 2000, les éleveurs arrivaient non seulement à satisfaire la demande des consommateurs français mais ils exportaient près de 10 % de leur production. Cette dynamique s'est essoufflée depuis. L'élevage français de porcins est aujourd'hui sous tension. Sur un marché européen très concurrentiel et intégré, il doit faire face à la montée en puissance de l'élevage allemand. La filière française affronte la filière allemande sur ses marchés d'exportation mais aussi sur son marché domestique. A cela s'ajoute que la consommation de viandes porcines des ménages français est en déclin depuis bientôt 20 ans.

Graphique 1



Partie 1— Cycle de long terme, cycle d'accumulation du capital : L'élevage de porcins mobilise beaucoup de capital financé par des emprunts bancaires

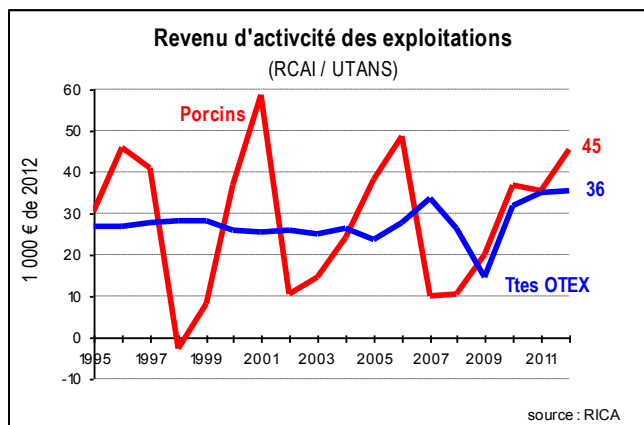
Les revenus d'activité sont marqués par des cycles de 4 à 5 ans (graphique 2)

Les revenus des éleveurs de porcins connaissent un cycle de croissance et de décroissance très fortes sur une période de 4 à 5 ans. Les raisons de ce cycle sont bien connues :

- raisons biologiques. De la saillie à l'abattage, la période d'élevage des animaux est longue (un an au minimum). Mis en production quand l'offre est faible et les marchés porteurs, les animaux sont disponibles pour la commercialisation alors que l'offre redevient abondante, les marchés tendus et les prix à la baisse ;
- l'abondance et la raréfaction cyclique de l'offre sont amplifiées par l'absence de dispositifs publics de régulation des marchés. La très fameuse Loi de King joue à plein : un mouvement d'offre de faible amplitude conduit à de fortes variations de prix.

A ces cycles, on doit ajouter que les marchés européens sont très interconnectés. Tout accident de production dans un État Membre producteur (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays Bas, pour l'essentiel) se traduit par une perturbation du marché français : ouverture/fermeture des marchés à l'exportation, ou concurrence accrue sur le marché domestique. Cette intégration des marchés européens est un élément supplémentaire d'instabilité des revenus des éleveurs français.

Graphique 2



Revenu Courant Avant Impôts (RCAI) : production de l'exercice + subventions d'exploitation - consommations intermédiaires (charge d'approvisionnement, charge de services divers) - amortissements - autres charges courantes (impôts et taxes, charges de personnel, loyers et fermages, dotations aux amortissements, charges financières)

Unité de Travail Annuel Non Salarié : nombre d'actifs non salariés (chefs d'exploitation, co-exploitants, actifs familiaux) en équivalent temps plein.

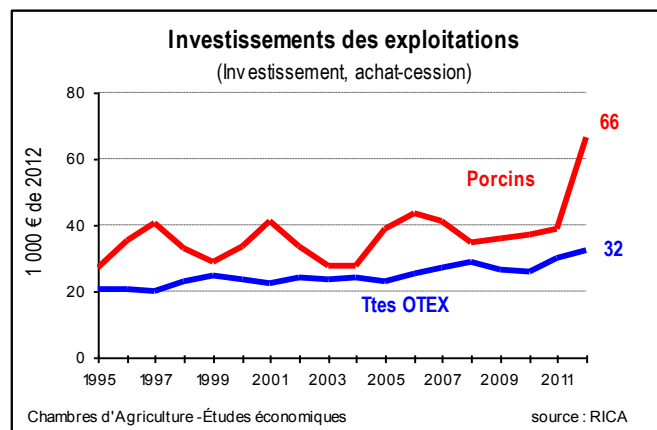
Un effort d'investissement intense en 2012 (graphique 3)

L'investissement des éleveurs de porcins suit plusieurs rythmes :

- sur long terme, l'investissement augmente tendanciellement à mesure que les exploitations s'agrandissent ;
- à moyen terme, l'investissement suit un cycle de croissance et décroissance de 4 à 5 ans qui correspond à la mise en production ou au retrait des animaux reproducteurs. Structurellement, l'offre des éleveurs sur le marché alterne sous-production et sur-production. L'évolution du cheptel dans les exploitations suit ce rythme.

En 2012, l'investissement a fait un bond de plus de 25 000 € en moyenne par exploitation. Les éleveurs ont investi dans la modernisation de leurs bâtiments pour répondre aux directives européennes sur le bien-être des animaux. L'investissement des éleveurs de porcins est supérieur à la moyenne des investissements de l'ensemble des exploitations sur la période d'observation.

Graphique 3

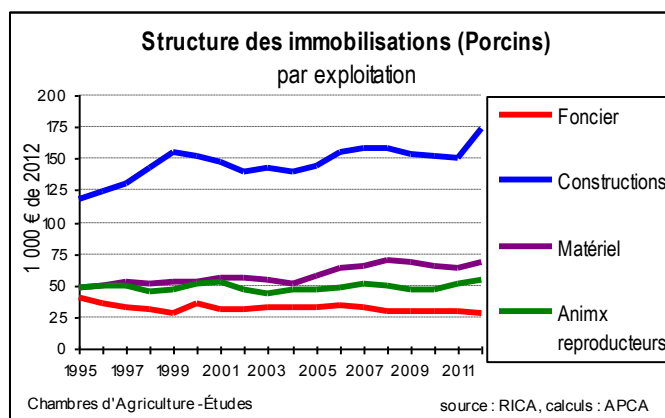


Investissements : acquisitions d'immobilisations - cessions d'immobilisations + variation de stock d'animaux reproducteurs

Les constructions sont le poste d'immobilisation le plus important des éleveurs (graphique 4)

En moyenne, en 2012, les immobilisations des éleveurs de porcins s'élevaient à 362 000 € contre 261 000 € pour l'ensemble des exploitations. C'est une des difficultés de ce secteur de production : gérer (et financer) un capital productif élevé. Les constructions sont le poste d'immobilisations le plus important pour les éleveurs. Dans ce contexte, les évolutions de la réglementation en matière de bâtiments d'élevage (environnement, santé animale) ont un impact fort sur l'économie des exploitations. La baisse de la valeur du foncier au bilan des exploitations tient essentiellement à des raisons méthodologiques (cf. méthodologie).

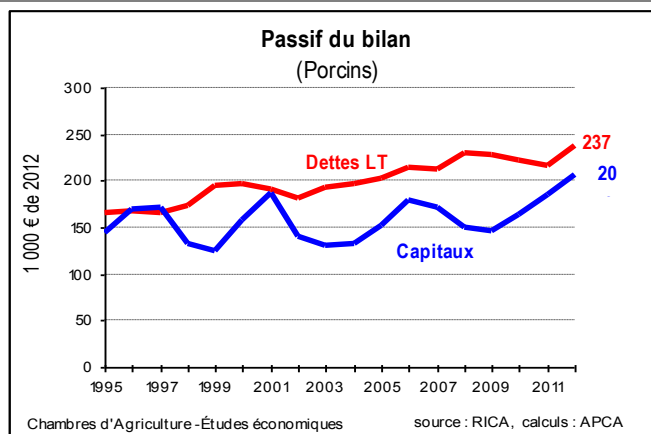
Graphique 4



Plus de dettes que de capitaux propres au haut du bilan des exploitations d'élevage de porcs (graphique 5)

Dans la structure du financement du capital des exploitations des éleveurs, les dettes de long terme sont plus élevées que les capitaux propres. C'est une situation structurelle depuis la fin de la décennie 1990. Les éleveurs de porcs (ou plus précisément, l'exploitation moyenne fictive dont nous analysons le bilan) sont, donc, dans une situation particulière où l'activité ne permet pas de faire croître les capitaux propres plus vite que les dettes de long terme. La hausse des revenus des dernières années a alimenté les capitaux propres des exploitations et rendu leur situation financière moins tendue.

Graphique 5



Capitaux propres : capital social initial + résultats mis en réserve + subventions d'investissements
 Dettes Long Terme : durée de remboursement supérieure à 5 ans

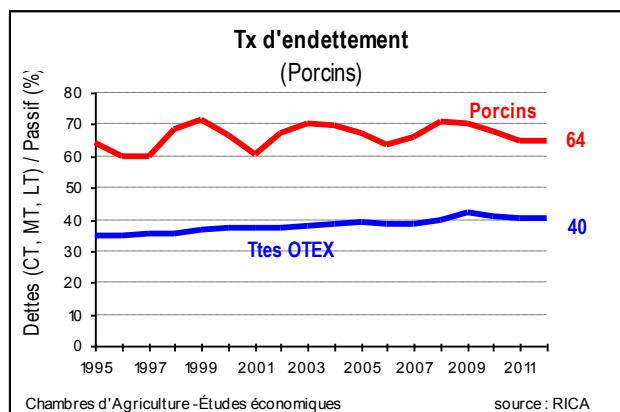
Endettement très élevé pour les éleveurs de porcs (graphique 6)

Le taux d'endettement des éleveurs de porcs atteint 64 % en 2012. C'est le taux d'endettement sectoriel le plus élevé au sein de l'agriculture française. L'endettement est structurel :

- sur le cycle de long terme : dettes de long terme dépassent les capitaux propres (cf graphique 5) ;
- sur le cycle de court terme : le financement de l'activité de production annuelle repose sur un endettement de court terme très élevé (cf graphique 9).

Les comptables disent souvent qu'une entreprise dont le taux d'endettement est supérieur à 65 % doit être vigilante sur la gestion de son financement. Les éleveurs de porcs sont structurellement dans cette situation problématique.

Graphique 6

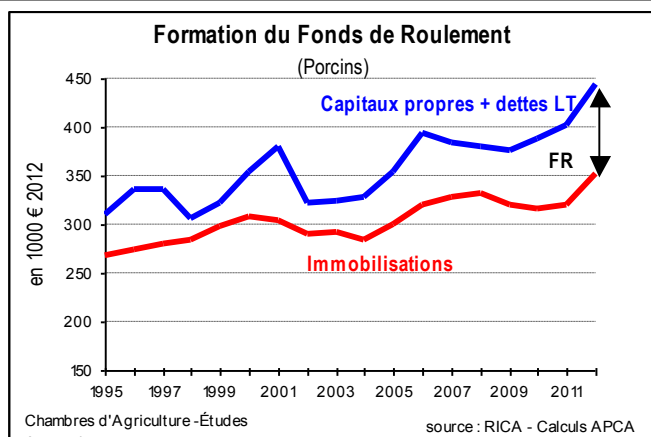


Taux d'endettement : Dettes (long, moyen et court terme) / Total passif

Fonds de Roulement moyen de 110 000 € en 2012 (graphique 7)

Le Fonds de Roulement est le solde des ressources à long terme (capitaux propres et dettes LT) et des immobilisations (constructions, cheptel, foncier, matériel). En 2012, le Fonds de Roulement des éleveurs de porcs était proche de 110 000 €, ce qui indique que des ressources financières de long terme sont disponibles pour couvrir les besoins financiers de court terme... Mais parmi ces ressources, plus de la moitié sont des dettes de long terme ; ce qui représente une fragilité financière.

Graphique 7



Un capital de plus en plus lourd à gérer individuellement pour les éleveurs (Tableau 3)

Les exploitations d'élevage de porcs se sont agrandies nettement entre 1995 et 2012 : le cheptel moyen est passé de 255 à 460 UGB en dix-sept ans (+81 %). Corrélativement, leur capital productif (Immobilisations + BFR) progresse aussi, mais beaucoup moins vite (+41 %). Ce différentiel de taux indique que l'agrandissement des exploitations se fait dans une économie de gains de productivité du capital. Mais il faut noter que l'augmentation de la taille des exploitations (cheptel et capital) se fait à main d'œuvre non salariée constante. Globalement, l'agrandissement des exploitations semble équilibré (baisse du ratio Capital/UGB) mais génère un volume de capital de plus en plus lourd à gérer individuellement pour les chefs d'exploitations et co-exploitants (hausse du ratio Capital / UTANS).

Capital : Immobilisations + Besoin de Fonds de Roulement
 UGB : Unité de Gros Bovin
 UTANS : Unité de Travail Annuel Non Salarié

Tableau 3	unité	1995	2012	Variation cumulée 2012/1995 (en %)
Capital (Immobilisations + BFR)	k€ de 2012	343	495	44
Cheptel	Unité de Gros Bovin	254,8	460	81
Actifs non salariés (UTANS)	Unité de Travail Annuel	1,53	1,48	-3
Capital / UGB	k€ de 2012	1,3	1,1	-20
Capital / UTANS	k€ de 2012	224	334	49

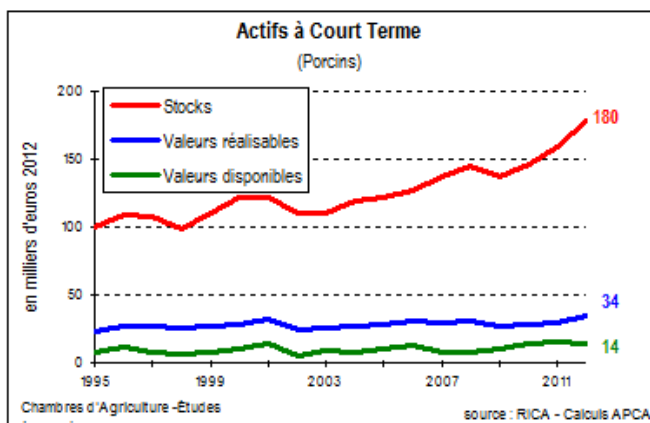
Source : RICA

Partie 2 – Cycle de court terme, cycle d'exploitation : Des dettes de court terme très élevées

Forte appréciation des stocks depuis 2003 (graphique 8)

Entre 2003 et 2012, la valeur moyenne des stocks des exploitations d'élevage porcin a augmenté de plus de 50 %. Cela est dû à la hausse du prix de l'aliment du bétail stocké (conséquence de la hausse des prix des produits de grandes cultures). Les autres postes d'actifs de court terme (valeurs réalisables et valeurs disponibles) sont gérés de manière équilibrée et leurs valeurs sont tendanciuellement stables sur la période d'observation.

Graphique 8

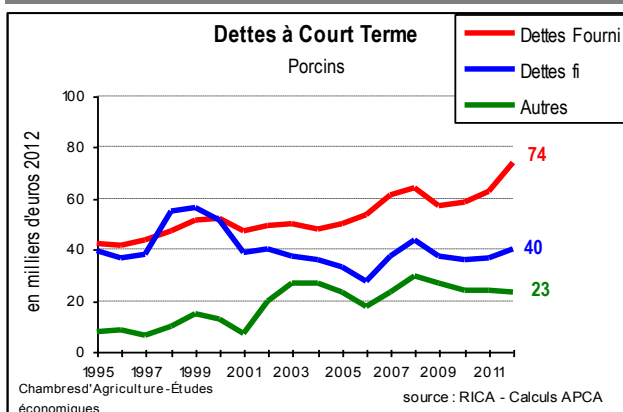


Valeurs réalisables (sous postes principaux) : avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances clients
Valeurs disponibles : fonds en caisse et dépôts bancaires

L'endettement de court terme est important (graphique 9)

Au passif du bilan, la somme de l'ensemble des dettes de court terme s'élève à 137 000 €. C'est une valeur élevée, au regard de la moyenne nationale (60 000 €). Les dettes vis-à-vis des fournisseurs ont nettement augmenté en valeur sous l'effet de la hausse du prix des aliments du bétail. En 1998 et 1999, la structure des dettes de court terme était particulièrement défavorable : les emprunts auprès des banques représentaient le poste plus élevé d'endettement de court terme. Mais depuis, la structure de l'endettement des exploitations s'est améliorée.

Graphique 9



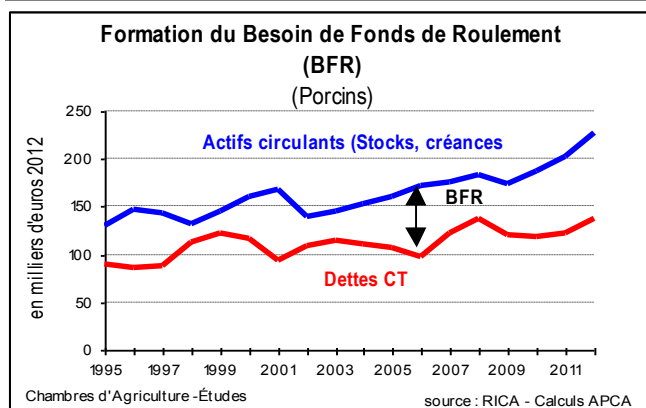
Le Besoin de Fonds de Roulement des éleveurs est de 140 000 € en moyenne en 2012 (graphique 10)

Le Besoin de Fonds de Roulement (BFR) s'interprète comme un investissement d'exploitation ; il représente les dépenses qu'un éleveur doit engager pour initier

C'est la différence entre actifs de court terme et les dettes de court terme. Pour les éleveurs de porcins, le BFR s'élevait, en moyenne, à 140 000 € en 2012. Sur la même période, le BFR moyen des exploitations françaises (toutes orientations confondues) était de 107 000 €. Cet écart important souligne à nouveau combien l'activité d'élevage porcin est fort consommatrice de capitaux.

Besoin de Fonds de Roulement (BFR) = Actif circulant (stocks et en-cours, avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances, valeurs mobilières de placement, charges constatés d'avance) – dettes non Financières

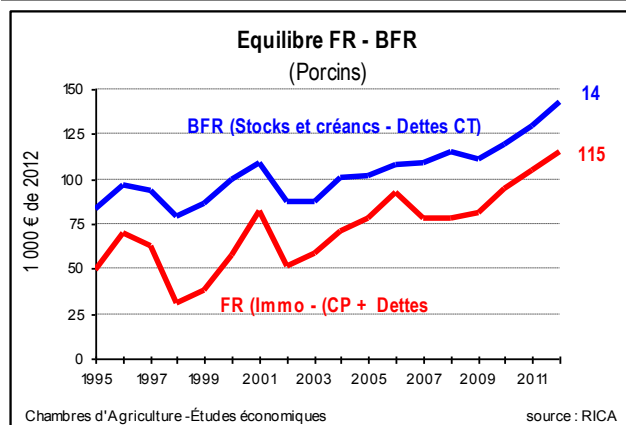
Graphique 10



Financement tendu et difficile pour les élevage de porcins (graphique 11)

La comparaison du FR et BFR est un point clé de l'analyse financière d'une exploitation. Le rapport de ces deux grandeurs comptables indique si la gestion financière de l'exploitation est équilibrée. Et pour l'exploitation fictive d'élevage porcin dont nous venons d'analyser le bilan, cet équilibre n'est pas atteint. Le BFR est supérieur FR, ce qui signifie que le cycle annuel de production n'est pas financé par des ressources de long terme. Le recours -coûteux- aux emprunts bancaires de court terme est nécessaire. L'élevage porcin est le seul secteur d'activité agricole où on observe ce déficit de ressources de long terme. Dans toutes les autres orientations de production agricole, une exploitation qui serait dans cette situation de déficit de ressources de long terme, serait jugée en grande difficulté. Ici, dans le secteur porcin, ce déficit est structurel, il fait partie de l'économie du secteur.

Graphique 11



Partie 3— rémunération du capital : au-delà des fluctuations cycliques, la rémunération du capital des élevages porcins suit l'évolution tendancielle moyenne observée dans l'agriculture française

La Rémunération Nette du Capital a été négative à quatre reprises depuis 2000 (graphique 12)

Les chefs d'exploitation et co-exploitants ont un double rôle économique. Ils sont propriétaires du capital de l'exploitation et ils fournissent l'essentiel de la main d'œuvre (même si le salariat progresse dans l'élevage porcin). Dans ce contexte économique, le RCAI (Revenu Courant Avant Impôts) peut s'interpréter comme la somme d'un revenu du capital et d'un revenu du travail (non salarié). Dans la perspective de l'analyse financière qui est conduite dans ce document, il importe de bien distinguer ces deux revenus. A cette fin, nous avons élaboré un indicateur de Rémunération Nette du Capital (RNC) qui est égal à : RCAI - charges de personnel fictives du travail non salarié.

Pour calculer les charges de personnel fictives liées aux actifs non salariés, nous avons affecté à chaque actif non-salarié, un salaire net équivalent à un SMIC net (au prorata de son temps de travail). Puis nous avons ajouté à ce salaire net, les cotisations sociales versées par les chefs d'exploitations pour leur couverture sociale (qui sont renseignées dans les données du RICA).

Pour l'année 2012, cela donne (1.48 Unité de Travail Annuel Non Salarié en moyenne dans les exploitations) :

Convention : Salaire Net par UTANS = SMIC = 13 300 €

Charges salariales nettes : 13 300 x 1,5 UTANS = 19 684 €

Charges salariales brutes : 19 684 € + 12 800 € (cotisations sociales de l'exploitant, source : RICA) = 32 484 €

Dès lors, la Rémunération Nette du Capital (RNC) :

RCAI : 67 100 €

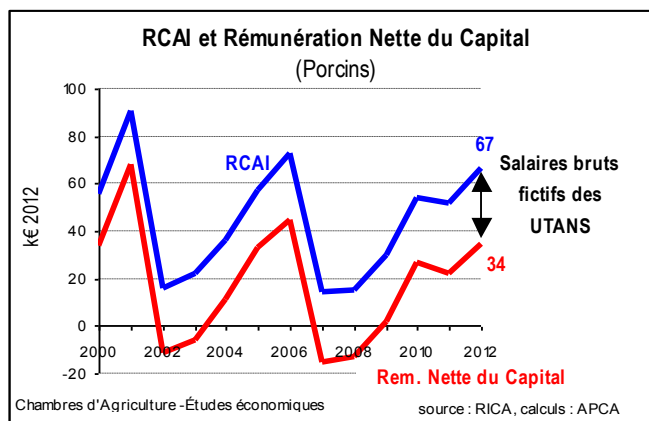
- Charges de personelles des actifs non salariés (32 484 €

net en 2012)

= RNC : 34 616 €

Après rémunération du travail des actifs non salariés (sur la base d'un SMIC), la Rémunération Nette du Capital est de 34 616 € en 2012. Elle a été négative en 2003, 2004, 2007 et 2008. On notera que la Rémunération Nette du Capital de l'élevage porcin est tendanciellement à la baisse : les valeurs des points hauts du cycle (2001, 2006, 2012) baissent de même que les valeurs des points bas (2002, 2007).

Graphique 12



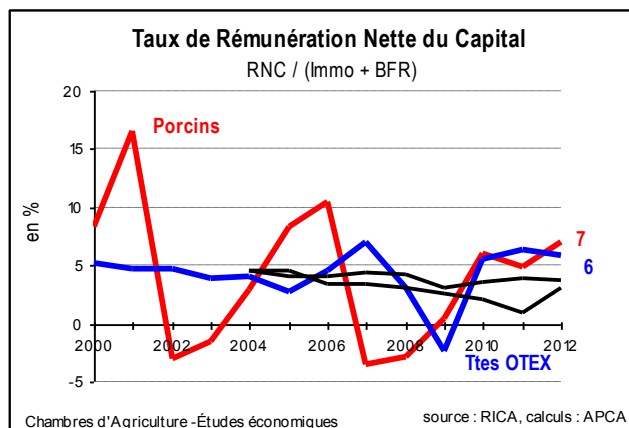
Économiquement, la Rémunération Nette du Capital que l'on a calculé peut s'interpréter comme une rémunération du capital après renouvellement du capital productif à l'identique (puisque'elle est nette d'amortissements). Soulignons que la rémunération des exploitants et co-exploitants sur la base d'un SMIC est une convention de calcul ; ce n'est pas une hypothèse quant à la rémunération effective des actifs non salariés.

Le taux de Rémunération Nette du Capital dans l'élevage porcin est tendanciellement proche de la moyenne nationale (graphique 13)

En 2012, la Rémunération Nette du Capital de l'élevage porcin était de 7 %, ce qui est assez proche de la moyenne nationale. De fait, les hauts niveaux de revenu de cette orientation sont proportionnels aux hauts de niveaux de capital investi dans la production. La singularité de l'élevage de porcin, c'est l'extrême variabilité des revenus de l'activité et les hauts niveaux de capital investi car en terme de rémunération du capital, les valeurs sont proches de la moyenne... Mais forte variabilité des revenus et hauts niveaux de capital investi sont des contraintes économiques fortes pour les éleveurs.

Rappelons que ces indicateurs sont construits avec des conventions qui peuvent être discutées (rémunération des actifs non salariés sur la base d'un SMIC, calcul d'un indicateur de revenu du capital avec le RCAI et non l'Excédent Brut/Net d'Exploitation comme il l'est fait dans la littérature économique) et des évaluations perfectibles (sous évaluation du foncier dans les bilans des exploitations du RICA).

Graphique 13



1 - Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA)

Chaque année, le RICA publie les comptes de résultats et les bilans d'un échantillon de 7 400 exploitations dont la Production Brute Standard (PBS) est supérieure à 25 000 € annuels. La PBS d'une exploitation est la valeur de production qu'elle peut dégager au cours d'une année d'activité compte tenu de ses structures (surfaces, cheptels et localisation géographique). Un sous-échantillon de 166 exploitations est représentatif des 6 000 exploitations agricoles spécialisées dans l'élevage porcin (OTEX 51 : "Porcins" de la nomenclature du RICA). Une exploitation appartient à l'OTEX 51, si les trois quarts de sa PBS sont tirés de la production de porcins. Au sein de l'OTEX 51, on ne distingue pas les spécialisations des élevages (naissieur, engraisseur, naisseur/engraisseur). Les données de structure du sous échantillon sont présentées dans le tableau 1.

Tableau 1

Indicateur	1990	2012
Nombre d'exploitations dans échantillon	189	166
Nombre d'exploitations représentées	7 686	5 847
Surface agricole utile (SAU) (ha)	41	64
Effectifs animaux (UGB)	255	460
Main d'œuvre totale (UTA)	1,77	2,28
Main d'œuvre non salariée (UTA)	1,53	1,48

Source : RICA

2 - Analyse financière

L'analyse financière que l'on va conduire dans ce document portera sur le bilan des exploitations sur trois points :

- cycle long de l'activité, cycle d'accumulation : investissement, endettement et accumulation du capital ;
- cycle court de l'activité, cycle d'exploitation : financement de l'activité à court terme, équilibres/déséquilibres entre dettes vis-à-vis des fournisseurs, créances des clients, stocks, disponibilité de trésorerie, rémunération du capital.

L'analyse vise à répondre aux questions que se posent les différents détenteurs (possibles) des capitaux d'une exploitation :

- celles de l'investisseur : est-il profitable de prendre part au capital d'une exploitation agricole ?
- celles du banquier : est-il raisonnable de faire des prêts aux agriculteurs ?
- celles du chef d'exploitation : la croissance de l'exploitation est-elle durable et permet-elle une transmission sans risque ?

Nous avons utilisé les valeurs moyennes des actifs et des passifs au bilan des 166 exploitations du sous-échantillon du RICA appartenant à l'OTEX OTEX 51. Ces valeurs moyennes peuvent s'interpréter comme les indicateurs comptables d'une exploitation fictive, représentative des exploitations du secteur porcin.

3 - Sous évaluation structurelle du foncier dans les bilans des exploitations du RICA

Pour toutes les orientations, on constate une baisse de la valeur moyenne du foncier dans le bilan des exploitations sur la période étudiée (1995-2012). C'est en contradiction avec d'une part, le processus d'agrandissement des exploitations et d'autre part, la hausse continue du prix des terres agricoles depuis plus de quinze ans. Cela s'explique par deux points méthodologiques : les actifs au bilan des exploitations sont enregistrés aux prix d'acquisition

- . Compte tenu de la hausse du prix des terres (+ 40 % entre 2000 et 2012, source : FNSAFER, prix réels), la valeur des terres anciennement achetées est sous-évaluée dans le bilan ;
- le foncier au bilan des exploitations représente les terres en propriété de l'exploitation. Le foncier que possède à titre individuel les exploitants et co-exploitants, mis à disposition de l'exploitation n'entre pas dans le bilan de l'exploitation. Ces terres font parti du patrimoine économique des exploitations mais n'apparaissent pas dans leur bilan.

Dans notre analyse, nous avons décidé de garder les valeurs du foncier telles qu'elles apparaissent dans le bilan des exploitations. D'autres choix méthodologiques étaient possibles.

Bilan d'une exploitation d'élevage de porcins (moyenne, RICA, 2012)

Tableau 2	Actif		Passif	
LT, MT - Cycle long - Cycle d'accumulation	Actif immobilisé (k€)	352	Capitaux permanents (k€)	443
	Foncier (k€)	28	* Capitaux propres (k€) :	206
	Constructions (k€)	173	capital social initial, résultat annuel, bénéfices des années précédentes mis en réserve, subventions d'investissements	
	Matériel (k€)	69		
	Animx reproducteurs (k€)	54	* Dettes à long ou moyen terme (à plus d'un an) (k€)	237
CT - Cycle court - Cycle d'exploitation	Actif circulant (k€)	227	Dettes à court terme (CT) (k€)	137
	Stocks et en-cours (k€)	179	Comptes de tiers (k€)	74
	Valeurs réalisables : créances clients (k€)	34		
Trésorerie	Valeurs disponibles (k€)	14	Dettes financières CT à moins d'un an (k€)	40
	Total Actif (k€)	581	Total Passif (k€)	581

Source : RICA